

1. Le monde sous l'empire de l'Europe

À la veille de la Grande Guerre, dans un monde peuplé d'un milliard huit cents millions d'habitants, un habitant du monde sur trois est un Européen, d'Europe occidentale ou orientale, ou bien de souche européenne installée ailleurs, surtout aux Amériques (aujourd'hui, un sur cinq).

À elle seule, la population de l'Europe occidentale compte 20 % de la population mondiale (aujourd'hui 7,5 %). Cette population a connu depuis le XV^e siècle un essor global impressionnant et continu, tant au plan scientifique que technologique ou démographique, et cet essor général s'est encore accentué tout au long du XIX^e siècle avec la révolution industrielle dont elle est le seul auteur. Toutes les inventions, toutes les découvertes, tous les progrès, toutes les avancées proviennent des peuples européens, qu'ils soient géographiquement d'Europe ou d'ailleurs.

On peut dire qu'à l'époque des Croisades (XI^e-XIII^e siècle), ou de Saint Louis (XIII^e siècle) ou de la guerre de Cent Ans (1337-1453) ou de la prise de Constantinople par les Turcs (1453) les différentes civilisations du monde, qui d'ailleurs pour la plupart se fréquentaient peu, vivaient dans un équilibre des forces. L'Espagne fut conquise par les Arabes pour huit siècles, de 711 à 1492. Impossible de savoir si les Mongols auraient pu aller jusqu'à prendre Paris où régnait Saint Louis, mais il est clair que les Occidentaux n'eussent pas cherché à s'y frotter, sachant quel sort avait été celui des Russes, soumis pour trois siècles à la Horde d'Or. Les Turcs, dont l'expansion connut certes un coup d'arrêt à la bataille navale de Lépante en 1571, pouvaient encore faire le siège de Vienne en 1683. Mais globalement, on peut dire que c'est le XV^e siècle qui marque une frontière historique entre l'Occident prenant son envol et le reste du monde. À ce moment-là, les Européens sont les seuls à pouvoir traverser les immensités marines : Jacques Cam (1450-1486) atteint le Congo et l'Angola en 1483, Bartolomé Diaz (1450-1500) contourne l'Afrique en 1488. Ce sont les Européens qui découvrent l'Amérique en 1492 puis la soumettent ; ce sont eux qui accostent aux Indes et en Chine au XVI^e siècle et commencent à s'y tailler

des empires extraordinairement éloignés de leurs métropoles. Aucun peuple d'aucune autre civilisation n'a alors les moyens techniques de faire le parcours en sens inverse. Les Chinois ont inventé le prototype de la boussole et la première poudre, mais ce sont les Européens qui sauront les perfectionner. Dès le début des Temps modernes donc, les siècles à venir sont écrits à l'avance : il est évident que les Européens sont appelés à dominer le monde.

Et de fait, quatre siècles plus tard, lorsque la tragédie commence, à quelques exceptions près le monde se divise entre, d'une part, les anciens empires coloniaux européens, et d'autre part les nouveaux empires coloniaux européens.

L'indépendance des États-Unis a été reconnue au traité de Paris de 1783. L'Amérique latine, après quatre siècles d'imprégnation de la civilisation européenne, a pris son indépendance il y a moins de cent ans. Le Canada, avec son statut de dominion, est certes autonome mais membre à part entière de l'Empire britannique. Autant dire que, à des degrés divers (c'est moins vrai par exemple du Pérou, très indien, que de l'Argentine toute blanche) cette Amérique est, de quelque manière que ce soit, un prolongement de l'Europe.

Le reste du monde est sous souveraineté européenne : on compte sur les doigts d'une main les exceptions notables. Les Empires ottoman et chinois, aussi malades l'un que l'autre, n'ont échappé au dépècement que grâce à la rivalité entre les puissances européennes. Il y a une trentaine d'années, lors de la guerre balkanique de 1877-1878, les Russes ont eu l'occasion de chasser les Turcs d'Istanbul, l'ancienne Constantinople prise par les armées de l'islam en 1453. Ce recouvrement eût été puissamment symbolique, si l'on se souvient du traumatisme provoqué en son temps par la chute de cette métropole, la Seconde Rome : en 1454, Philippe le Bon, duc de Bourgogne (1396-1467), donnait à Lille un « banquet du Faisan » où l'on faisait le vœu de libérer la ville. C'était alors chose plus facile à dire qu'à réussir, et personne ne s'y essaya ; mais cinq siècles plus tard la ville pouvait être reprise. Pourtant la *Realpolitik* a pris le dessus. Une renaissance de Byzance sous la protection du tsar, et plus généralement une grande confédération panslaviste allant de l'Elbe à l'Adriatique, eussent été perçues comme un facteur de déséquilibre par l'Autriche-Hongrie, mise en difficulté par le nationalisme slave sur sa frontière sud ; mais aussi par l'Angleterre qui voyait d'un mauvais œil la Russie avoir accès aux mers chaudes de la Méditerranée, au risque de laisser menacer sa route maritime des Indes, suivant une ligne passant par Gibraltar, Malte, Chypre et le canal de Suez, autant de points d'appui où elle exerce sa souveraineté (à Suez, elle partage cette souveraineté avec la France, qui a percé le canal en 1869). L'opinion anglaise redoute l'expansion russe, dans le contexte d'une rivalité coloniale qu'elle surnomme le « grand jeu », et dans les pubs, on chante :

*« Nous avons les navires, nous avons les hommes, nous avons l'argent aussi
Nous avons déjà combattu l'Ours auparavant
Et aussi vrai que nous sommes de vrais Anglais
Les Russes n'auront pas Constantinople. »*

En 1878 donc, Bismarck invite les principales puissances à résoudre la crise russo-turque au congrès de Berlin, où l'on préfère conserver l'Empire ottoman plutôt que de laisser se développer la puissance russe. C'est d'ailleurs, après l'annexion de l'Alsace-Lorraine en 1871, la deuxième grave erreur de Bismarck en politique étrangère, car dès lors, la Russie, dont l'opinion publique est indignée que l'on ait envoyé mourir ses soldats pour rien, va se détacher de l'Allemagne avec laquelle elle était alliée depuis les guerres contre Napoléon, et lui préférer une alliance de revers avec l'ennemie mortelle de Bismarck, la France...

La Chine, qui a renversé sa dynastie mandchoue au profit d'un régime républicain en 1912, n'en a tiré aucun bénéfice véritable: elle n'a plus aucune politique étrangère, et nombre de ses villes côtières sont administrées par différents pays européens, auxquels se joignent les États-Unis et le Japon. Quatre autres pays d'Asie ont échappé à la colonisation. Le Japon lui-même, bien sûr, modernisé il y a quelques décennies à peine par son empereur Mutsu-Hito (1852-1912), et qui, fidèle à sa philosophie du Judo, a adopté la technologie occidentale jusqu'à pouvoir la retourner militairement contre la Russie dans un conflit localisé en Extrême-Orient en 1905. Après cette victoire stupéfiante, c'est le seul exemple d'un pays non européen à pouvoir, non point parler vraiment d'égal à égal, mais au moins s'imposer comme une puissance régionale en Extrême-Orient. Viennent ensuite l'Afghanistan, la Perse, et le Siam (future Thaïlande) mais ces trois pays servent en fait d'États-tampons permettant d'atténuer les rivalités coloniales de part et d'autre du précieux empire britannique des Indes: le Siam est regardé comme un *no man's land* entre les Indes anglaises et l'Indochine française; l'Afghanistan et la Perse jouent le même rôle entre les Indes anglaises et les marches méridionales de l'Empire russe. D'ailleurs, ce rôle de sas de décompression auquel ils sont réduits les prive d'une véritable indépendance en politique extérieure.

En Afrique, seule l'antique Éthiopie, conduite par son négus Ménélik II (1844-1913), a malgré sa faiblesse repoussé par les armes une invasion italienne en 1896, il y a donc dix-huit ans. Depuis, cette nation, l'une des plus anciennes du monde et d'ailleurs chrétienne, entretient des relations de bon voisinage avec les puissances européennes qui l'entourent: l'Italie, qui certes rumine sa revanche mais en attendant se contente d'être présente en Érythrée au nord et en Somalie au sud; l'Angleterre, présente dans sa propre Somalie et au Soudan; et la France qui tient un désert autour de ses ports Djibouti et Obock gardant l'issue de la mer Rouge, débouché du canal de Suez.

En 1822, une association de philanthropes américains, la Société américaine de colonisation, s'est attribué un territoire côtier de l'Ouest africain, qu'elle a appelé symboliquement « Liberia », devant servir au ré-enracinement africain d'esclaves Noirs américains émancipés par de bons maîtres. Un épisode atypique de l'aventure coloniale : naturellement, ce territoire était habité par des autochtones, qui seront dominés par les « Américano-Libériens », frères de race auxquels l'Association donne leur indépendance dès 1847. La démarche, que l'on pourrait croire non coloniale, adopte les mêmes préjugés, en considérant le Liberia comme un morceau d'Afrique faite pour « les Africains », sans penser un instant qu'il y a encore plus de différences ethniques et culturelles entre les peuples africains qu'entre les peuples européens, *a fortiori* entre ces nouveaux maîtres du pays, afro-américains, et les Noirs indigènes. D'ailleurs l'idée même de les conduire ici montre bien qu'on n'imagine pas qu'aux États-Unis ils puissent être chez eux autant que les Blancs. Rappelons qu'en 1914 l'esclavage aux États-Unis n'a été aboli que depuis cinquante ans, et la ségrégation raciale ne prendra fin que cinquante ans plus tard, sous la pression de Martin Luther King (1929-1968). En tout état de cause, ce Liberia en principe indépendant est tellement inféodé aux États-Unis qu'il en viendra à déclarer la guerre contre l'Allemagne par solidarité avec ses protecteurs en 1917.

La domination européenne est tellement écrasante, le déséquilibre tellement inédit dans toute l'histoire du monde, que des deux côtés, celui de l'Européen et celui du non-Européen, on se persuade d'une sorte de supériorité naturelle de « l'homme blanc » : on entend par cette expression non pas l'homme de race blanche seulement, qui peut être tout aussi bien persan ou arabe — d'ailleurs on sait que, s'il est commode pour tenir un discours généraliste, dès qu'on entre dans le détail, le concept des « trois races » vole en éclats —, mais l'homme de race blanche et de souche européenne. L'Européen domine, et l'on estime que c'est normal ; d'ailleurs il est souvent intervenu pour arrêter les guerres endémiques, soigner les malades, abolir l'esclavage, protéger de petites nations contre d'autres. L'Européen domine parce qu'il est dans la nature des choses qu'il domine. C'est pourquoi la victoire du Japon sur la Russie en 1905 est perçue comme un événement inattendu : depuis quatre siècles, on avait pu voir des batailles gagnées par les non-Blancs contre des Blancs, mais jamais une guerre. On n'avait pas attaché trop d'importance à la défaite italienne d'Adoua en Éthiopie en 1896, parce que l'Italie n'était pas une grande puissance militaire, et d'ailleurs ses troupes s'étaient battues à un contre cinq, plus précisément 17 700 soldats italiens et ascaris contre 100 000 Éthiopiens dont 70 000 équipés d'armes à feu. En revanche, qu'un peuple jaune puisse en 1905 vaincre la puissante Russie, à Port-Arthur (aujourd'hui en Chine) puis dans le détroit de Tsoushima séparant le Japon de la Corée, c'était un événement. Notons toutefois que cet événement sollicitait

plus l'imagination que la raison, car d'une part le Japon s'était équipé d'un matériel européen ultramoderne, d'autre part il avait commencé par attaquer la base russe par surprise sans déclaration de guerre, et enfin toutes les contraintes de cette guerre étaient du côté russe : 8 000 kilomètres terrestres d'éloignement entre leur base de Port-Arthur et leur capitale Saint-Pétersbourg, huit mois de circumnavigation devant même contourner l'Afrique (du fait de l'amitié anglo-nipponne d'alors, le canal de Suez leur était fermé) avant que la flotte russe n'arrive épuisée au secours de son armée d'Extrême-Orient. Le Japon au contraire n'avait pas ces soucis de logistique, il se battait chez lui ou près de chez lui, fort de 93 navires contre 29 : qui sait ce qu'il fût advenu de sa flotte si elle avait dû faire le même trajet en sens inverse, jusqu'en Baltique ? Il saura lui-même en tout cas ce qu'il en coûte de devoir défendre un empire démesuré comme celui, bien éphémère, qu'il se constituera trente ans plus tard dans le Pacifique. À vrai dire, ce désastre militaire russe restait épisodique, il en fallait plus pour qu'il soit perçu irrémédiablement dans le monde comme un effondrement de la domination européenne, contrairement peut-être à ce qui se passera lors de la guerre que le même Japon fera en 1941 à des puissances coloniales trop occupées sur leur sol par une Deuxième Guerre mondiale pour pouvoir se défendre. Mais même ainsi, n'oublions pas la victoire méconnue du Khalkhin Gol en 1939, à la frontière mongole, que les Russes, commandés par un général alors inconnu, Georges Joukov (1896-1974), remporteront sur eux, dans une guerre encore une fois non déclarée, mais perdue par les Nippons sitôt que d'avoir commencé¹ ; et naturellement l'impact sur le monde de la victoire totale des Américains en 1945.

Pourtant, en 1905, cet épisode est venu nourrir un fantasme qui depuis longtemps, malgré l'évidente domination européenne, traverse les esprits européens. Non pas qu'il les hante véritablement, non pas qu'il les inquiète vraiment, mais il se maintient, et la victoire japonaise lui donne un second souffle : le « Péril jaune ». L'Europe n'est pas une géographie, ce n'est pas un continent, elle n'est qu'une civilisation très différente de ses voisins d'Orient, mais située à un appendice du continent asiatique. Sa situation géographique en entonnoir, et l'exiguïté de son domaine propre comparativement aux immensités de l'Asie, ont toujours nourri chez l'Européen l'appréhension d'une grande invasion. Les Grecs ont dû affronter les Perses, Rome fut envahie par des hordes venues de l'Est ; le souvenir des Huns,

1. En 1939, le Japon, à la recherche de pétrole, souhaite envahir la Sibérie. En moins d'un mois, du 20 août au 16 septembre, son armée est écrasée, perd 200 avions, 17 000 hommes et compte 3 000 blessés ; les Russes ont perdu 9 000 hommes. Renonçant à la Sibérie, le Japon va chercher des matières premières en Asie du Sud-Est, avec les conséquences que l'on sait. En remerciement de cette revanche sur 1905, Joukov est fait « héros de l'Union soviétique » (lire Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée, grandeur et démesure de l'art militaire soviétique*, Le Rocher, Paris, 1996).

des Arabes et des Mongols a marqué l'imaginaire européen. Le paradoxe veut que ce soit pourtant cette civilisation qui en définitive ait étendu sa puissance aux quatre coins du monde. Et à la veille du drame, la disproportion des forces n'a jamais été aussi grande. Mais un fantasme est plus fort que tout. D'ailleurs, que cette victoire de Jaunes sur des Blancs soit le fait du Japon contrarie le fantasme collectif: un maigre archipel ne peut pas contenir le grouillement humain que l'on se plaît à redouter, il n'y a guère que la Chine, dont Napoléon lui-même avait prédit en 1816 depuis son exil à Sainte-Hélène que lorsqu'elle se réveillerait, le monde tremblerait. Il est révélateur que dès 1904, au début du conflit russo-nippon, le savant helléniste Victor Bérard (1864-1931), publiant *La Révolte de l'Asie* en 1904, n'imagine un péril jaune que par le truchement d'un Japon devenu « directeur spirituel ou militaire de la Chine ou de la Corée », bref il faut que la fourmilière chinoise y participe d'une manière ou d'une autre; de même que beaucoup plus tard, en 1973, le romancier Jean Raspail fera venir l'invasion grouillante des Indes, quasiment aussi peuplées que la Chine: version cachée du péril jaune¹. Le commandant Émile Driant (1855-1916), qui signe du pseudonyme « Capitaine Danrit », publie à partir de 1909 une trilogie romanesque à succès dont le thème est « l'invasion des Jaunes » et dont le premier tome s'intitule *La Mobilisation sino-japonaise*: reprenant la thèse d'une Chine militairement instruite et équipée par les Japonais, il faut que les Chinois en soient, et l'ignorance, mère de tous les préjugés, pousse l'auteur à croire en une possible fraternité de race entre ces deux peuples, alors que l'on va bientôt voir le Japon envahir non pas la Russie mais la Chine, et la traiter pendant des décennies avec une très grande cruauté, que Danrit et les Européens en général qualifieraient d'ailleurs de typiquement asiatique... Quand Guillaume II (plutôt que Bismarck, à qui l'on prête parfois cette phrase par erreur) craint « *qu'un jour les Jaunes ne viennent abreuver leurs chameaux dans le Rhin* », il se fait l'interprète de toute une génération d'Européens régnant au sommet du monde et pourtant inquiets d'une possible décadence dont profiteraient les hordes d'Asie. Relevons au passage que Driant, devenu colonel, n'aura pas affaire à une invasion de Jaunes, mais dans le monde réel devra faire face à la plus fantastique offensive jamais connue auparavant dans l'histoire: ce sera devant la ville de Verdun, dont il est chronologiquement le premier sauveur, et il y trouvera la mort.

C'est vraisemblablement de s'être hissée au sommet du monde qui donne le vertige à l'Europe et lui fait découvrir au-dessous d'elle le vide qui enflamme son imagination. Avant même que ne soit déclenchée la Grande Guerre, Oswald Spengler (1880-1936) entame la rédaction de son ouvrage *Le Déclin de l'Occident*, dont la parution en deux tomes après la guerre, de 1918 à 1922, lui vaudra un succès mondial immédiat. Sa thèse est que les nations sont comparables à des corps

1. In *Le Camp des Saints*, Paris, 1973.

humains, avec une naissance, un développement, un apogée, un vieillissement et une fin. Comparaison aussi irrationnelle que de vouloir additionner des pommes et des cerises, et que viendra mettre en pièces, moins de cent ans plus tard, l'exemple même de la Chine, la nation la plus malade de toutes à l'époque où écrit Spengler, mais qui après une éclipse de plusieurs siècles retrouve au tournant du XXI^e siècle sa place parmi les premières puissances du monde. Les Européens de ce temps, et il s'en trouve encore beaucoup du nôtre, adhèrent volontiers à l'analogie de Spengler, parce que l'histoire en a offert quelques exemples. Ils croient aussi en un « ancien monde » et un « nouveau monde », sous prétexte du développement extraordinaire des États-Unis ; ils n'imaginent pas un seul instant que cette concordance puisse être le fruit du hasard : ce n'est pourtant pas parce que l'Amérique est jeune qu'elle est puissante, et sa puissance, pour stupéfiante qu'elle soit et probablement unique dans l'histoire, peut néanmoins s'expliquer par des raisons objectives, que nous évoquons au chapitre suivant (chap. 2, « La suprématie sous-estimée des États-Unis », p. 37). Mais là intervient un autre fantasme, le « rêve américain », celui des grands espaces, des contraintes abolies, des horizons infinis, propices à l'imagination caractéristique des peuples européens.

Ironie amère de l'histoire, dans quelques années, les peuples européens cultiveront la nostalgie de ce qu'ils nommeront la « Belle Époque ». Cela dit, l'idée d'une décadence, d'une menace d'affaiblissement, se trouve surtout en Allemagne, où l'on se convainc volontiers que, s'il doit y avoir une confrontation générale, autant que ce soit maintenant, avant qu'on ne soit plus capable d'y faire face. L'historien britannique Alan John Percival Taylor, dans sa *Guerre des plans* (1971), s'interroge sur ce qui a bien pu pousser un pays arrivé à ce degré de développement à se laisser envahir par ce sentiment : « *On se demande quel virus a pu contaminer les politiciens allemands pour que, dans un pays en pleine prospérité, ils se croient au bord du désastre*¹. » Mais l'auteur, tout au long de son ouvrage par ailleurs remarquable, entend cultiver un scepticisme élégant et part du principe que « *la seule explication solide, en histoire, c'est que les choses arrivent parce qu'elles arrivent, et rien de plus* », ce qui le prive de comprendre un élément fondamental de la tension d'avant 1914. Car pour ce qui concerne l'Allemagne, ce sentiment repose sur une réalité : la volonté affichée par la Russie de réduire son délai de mobilisation militaire pour l'aligner sur le délai français menace de l'enfermer dans un étau impossible à desserrer (cf. deuxième partie, chap. 5, « Les plans de mobilisation », p. 195). En effet ce calcul n'est pas faux, tant il est vrai que l'alliance franco-russe anti-allemande aura été le facteur le plus sûr de déstabilisation du continent. Ce sentiment d'insécurité ronge l'esprit du chancelier de l'époque, Theobald von Bethmann-Hollweg (1856-1921), qui lors

1. A. J. P. Taylor, *La Guerre des plans*, Éditions Rencontre Lausanne, Lausanne, 1971.

de la crise de l'été 14, du moins au début, se laissera dominer par une sorte de fatalisme belliqueux.

S'il existe une menace générale sur l'Europe, non plus fantasmagique mais bien réelle, c'est la fermentation de doctrines révolutionnaires conçues tout au long du XIX^e siècle qui vient de s'écouler, idéologies héritées de la Révolution française mais entendant aller plus loin encore, se donnant pour objectif non seulement de renverser l'ordre établi mais aussi, pourquoi pas, de changer la nature de l'homme. Dans un premier temps, la France a engendré le socialisme avec des auteurs comme Gracchus Babeuf (1760-1797) suivi par Auguste Blanqui (1805-1881) le fameux auteur de la formule «*Ni dieu, ni maître*», Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) avant que Karl Marx (1818-1883), le plus brillant de tous, ne vienne apporter à ce projet les certitudes hiératiques de sa doctrine. Sans forcément verser toujours dans l'anarchisme, l'idée qui avait germé dans les esprits révolutionnaires français était que le citoyen, émancipé par l'application des principes de 1792, ne pouvait pas être souverain tant qu'une forte inégalité sociale permettrait au riche une domination de fait sur le pauvre. Ainsi devait-on intégrer, à la réflexion politique, la dimension sociale. Le contexte s'y prêtait, car on parlera plus tard de «*Belle Époque*», mais cette époque ne fut pas si belle pour tout le monde : l'exploitation éhontée, par la bourgeoisie industrielle, d'un prolétariat misérable, avait suscité des rancœurs sociales que l'écrasement systématique des révoltes n'avait pas fait disparaître. Sans doute, en 1914, la misère ouvrière était-elle moins grande qu'au plus fort du siècle qui venait de s'écouler, mais les classes privilégiées et les gens pacifiques gardaient encore le souvenir effrayé des attentats anarchistes qui avaient souvent frappé le sommet des sociétés. Et ces assassinats politiques ne faisaient aucune différence entre les républiques, française ou américaine, et les monarchies : Alexandre II, dont les réformes eussent peut-être coupé l'herbe sous le pied des révolutionnaires, assassiné en 1881 ; Auguste Vaillant lançant une bombe en pleine chambre française des députés en 1893 ; le président de la République française, Sadi Carnot, assassiné en 1894 ; Élisabeth d'Autriche en 1898 ; le roi d'Italie Humbert I^{er} en 1900 ; le président américain William Mac Kinley en 1901 ; Charles I^{er} de Portugal en 1908, le Premier ministre russe Stolypine en 1911, au grand soulagement de Lénine qui voyait en lui un homme d'État capable d'empêcher une révolution ; Georges I^{er} de Grèce en 1913.

Cette révolution universelle, de nombreux auteurs politiques, ou purement littéraires, l'appelaient alors de leurs vœux. Émile Zola (1840-1902) était convaincu qu'une humanité nouvelle surgirait des bouleversements sociaux à venir, prévisibles et nécessaires. Son espérance reposait sur l'idée que l'homme est façonné par son